

Voici la retranscription du deuxième débat organisé par *Diasporiques/ Cultures en mouvement* sur le thème de la gestion sociétale de l'Histoire<sup>1</sup>. Il s'est tenu le 12 janvier 2010. Il s'est engagé par une réflexion critique à partir de l'expression de « roman national » qu'on emploie souvent en France pour qualifier l'histoire « officielle » quand on veut prendre quelque distance avec elle.

## Le « roman national » peut-il être remis en question ?

### VOUS AVEZ DIT « ROMAN NATIONAL » ?

**Diasporiques** : Comment l'histoire en tant que science humaine est-elle instrumentalisée au profit des idéologies dominantes et quelles sont les conséquences de cette déformation notamment en termes de programmes scolaires voire universitaires ? Quelles sont, en la matière, les responsabilités spécifiques des historiens, des politiques et, au fond, de la nation tout entière ? Que dire notamment de la construction d'un « roman national » ? Tels sont les thèmes par lesquels nous souhaitons que s'engage entre vous un dialogue fondé sur les expériences spécifiques auxquelles vous avez eu plus particulièrement affaire.

**Suzanne Citron** : Je ne sais pas si l'expression « roman national » a cours ailleurs qu'en France. On l'utilise

surtout dans notre pays à propos du discours historique adopté par l'école primaire de la Troisième République pour célébrer les grands hommes et exalter ainsi le sentiment national. Il s'agit en l'occurrence d'un récit prenant appui sur ce que Shlomo Sand appelle une mytho-histoire des origines (puisqu'elle constitue la Gaule comme une pré-France) mais aussi sur une mise en perspective que je qualifierai volontiers de téléologique (puisque la France préexiste dans la Gaule il s'agit de montrer que toute son histoire en découle !). Et un tel récit constitue la nation de façon ambivalente : à la fois ethnique (puisque « nos ancêtres les Gaulois ») et messianique (il prend appui sur les valeurs de la Révolution réputées universelles).

**D** : Y a-t-il un équivalent pour vous, Shlomo Sand, de ce concept de « roman national » ?

<sup>1</sup> Voir *Diasporiques* n° 8 (décembre 2009). *Mémoire et histoire : conflits ou complémentarités* ? p 20-28.



**Suzanne Citron :**  
« Je ne sais pas  
si l'expression  
*roman national*  
a cours ailleurs  
qu'en France »

**Shlomo Sand :** Non, pas vraiment. Je n'en connais de traduction ni en hébreu ni en anglais ni au demeurant dans d'autres langues. En ce qui me concerne, je considère l'histoire ni comme une fiction ni comme scientifique, au sens où l'on emploie ce mot par exemple en physique. On ne peut pas faire abstraction, me semble-t-il, de ses deux éléments constitutifs : sa composante institutionnelle en tant que récit et son enracinement sociologique associé au métier même d'historien et aux contraintes qu'il induit. Plus je vieillis et plus je deviens sceptique au sujet de l'objectivité de mes collègues : leur rôle essentiel, entre disons 1850 et 1950 – ce siècle de malheurs – a été de contribuer de façon active à la construction des États-nations, en tout cas en Europe. Et je me demande si cette histoire, quasi-théologique, n'est pas condamnée, d'une part par la recherche proprement scientifique, d'autre part en raison de son inutilité sociale, au moment où les États-nations s'estompent. Je

ne dis pas qu'elle va complètement disparaître en tant que telle mais on ne peut faire abstraction du fait que les historiens sont payés par les États pour faire leur métier et que ceci est loin d'être neutre ! Et comme on a de moins en moins besoin d'eux pour gérer les questions identitaires telles qu'elles se posent aujourd'hui (par exemple : il serait illusoire de penser que la construction européenne pourrait se faire autour d'un récit historique unifié, commun à tous les pays de l'Union), leur avenir pourrait bien être compromis au profit d'un retour à l'étude des lettres classiques ou encore à celle des racines judéo-chrétiennes du continent européen...

**D :** Si l'on vous suit, on pourrait alors s'interroger sur le parallèle entre la montée impressionnante du « courant théologique » en histoire et l'intensification de la pression créationniste sur l'enseignement scientifique... mais restons-en à l'histoire. Édouard Husson ?



**Édouard Husson :**  
« L'exigence de  
scientificité de l'his-  
toire est quelque  
chose de relati-  
vement récent »

**Édouard Husson :** L'expression française de « roman national » est liée au concept de « lieux de mémoire » développé par Pierre Nora<sup>2</sup> mais aussi à la crise de l'identité républicaine à partir des années 80 et à l'échec économique de la gauche au pouvoir qui ont mis en question une certaine lecture de l'histoire de ce pays. C'est donc quelque chose de daté. Mais comme toujours dans l'incidence des concepts, ce n'est pas parce que l'un d'eux est explicité à un moment donné qu'il n'était pas déjà, en réalité, présent auparavant. Il existe en fait tout un pan de l'écriture de l'histoire au XIX<sup>e</sup> siècle qui joue en permanence d'une confusion délibérée entre science et fiction. L'exigence de scientificité – c'est-à-dire d'analyse comparative et de respect scrupuleux des données sur lesquelles se fondent les récits – est quelque chose de relativement récent alors même que ce qui est constitutif de l'écriture de l'histoire dans les siècles passés relève ouvertement de la fiction, de l'épopée : forger des histoires nationales téléologiques était une partie essentielle du métier d'historien au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais il serait inexact de penser que le travail des historiens n'a porté que sur cette construction : pour

Marx et les marxistes par exemple, l'essentiel, on le sait, était ailleurs que dans le concept théorique et assez insaisissable de nation.

**D :** Vous avez un autre contre-exemple ?

**É.H. :** Oui, il nous est fourni par le courant de l'École des Annales<sup>3</sup>, après guerre. Ce n'est que dans l'un de ses derniers livres, vers la fin de sa vie, que Fernand Braudel a révélé qu'il était un patriote fervent et passionné alors qu'il avait refoulé tout cela, en tout cas publiquement, pendant toute son existence antérieure. *La Méditerranée*<sup>4</sup> ou *La dynamique du capitalisme*<sup>5</sup>, que beaucoup de Français ont lu avec passion, ne sont pas des romans nationaux. Je ne vous rejoindrai donc pas, Shlomo Sand, sur l'idée que la période actuelle aurait été précédée d'une autre, assez radicalement différente, de mobilisation de l'histoire au profit quasi exclusif des constructions nationales. Et si nous vivons aujourd'hui une période de crise quant à la légitimité du travail des historiens sur la nation, ce n'est pas une crise de légitimité de tout le travail des historiens ! Par exemple, il est légitime que ceux-ci se préoccupent de placer en perspective l'Europe, son passé, son présent et son avenir. L'Europe, faut-il le rappeler, n'a pas commencé en 1950 avec Robert Schumann, elle s'enracine dans un passé bien plus ancien ! Mais je suis bien d'accord avec vous et avec Suzanne Citron sur le fait qu'il ne saurait pour autant être question de transférer à l'échelle européenne les grilles d'analyse utilisées à celle des nations qui la constituent.

<sup>2</sup> Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992.

<sup>3</sup> Du nom de la revue *Annales d'histoire économique et sociale*, fondée en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre. Ce courant, qui prône une histoire « totale », ne triomphera pleinement dans l'Université qu'après la guerre, avec l'apport de Fernand Braudel, Ernest Labrousse, Pierre Goubert et Georges Duby, entres autres.

<sup>4</sup> *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949. Deuxième édition révisée, 1966.

<sup>5</sup> Arthaud, Paris 1985.

**S.C.** : Nous vivons aujourd'hui une crise de la fonction de l'histoire à « nationaliser » les habitants d'un pays, et particulièrement de la France. La société française s'est transformée de façon considérable, avec notamment l'immigration post-coloniale qui s'est superposée aux précédentes en mettant mieux en évidence le caractère multiculturel et multiethnique de notre pays. Mais cette transformation a-t-elle vraiment été intégrée dans la vie politique ? À entendre les discours de l'actuel président de la République, on a plutôt l'impression d'un retour au roman national traditionnel ! Mais au-delà du politique cette crise a des dimensions épistémologiques : l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle, fondée sur la conviction positiviste que l'examen critique des documents disponibles ne peut que conduire à la « vérité », est aujourd'hui dépassée. De là à dire que l'histoire serait en passe de devenir une théologie, il y a quand même une marge...

**S.S.** : Peut-être n'ai-je pas été assez clair : on ne peut évidemment pas mettre dans le même sac toutes les théologies ! Pascal et un curé de village ne sauraient être mis sur le même plan ! En matière d'histoire, tous les États se sont dotés d'appareils institutionnels non par souci d'accéder à une connaissance « scientifique » de leur passé mais bien parce qu'ils savaient que la représentation de « l'identité nationale » avait un rapport direct avec l'enseignement de cette discipline. Ce qui ne veut pas dire pour autant que ce que vous appelez en France votre « roman national » – construit et reconstruit de Michelet à Pierre Nora et au-delà – soit totalement hégémonique même

s'il manifeste quelque tendance en ce sens. De purs marxistes comme Soboul peuvent coexister sans contradiction majeure avec des historiens en fait très « nationaux » comme Marc Bloch. Il peut y avoir plusieurs Églises, et il leur arrive même parfois de s'entendre.

## **OSER DÉCONSTRUIRE**

**É.H.** : Je voudrais moi aussi apporter quelques précisions. Lorsque j'utilise le mot science à propos de l'histoire, je le fais exactement dans le même sens que, par exemple, les physiciens ou les biologistes. J'évoque un savoir cohérent et à propos duquel on a apporté ce qu'on peut considérer comme des preuves. La théologie ne peut pas être opposée à la science comme vous le faites : elle se constitue, elle aussi, comme un savoir ayant sa cohérence interne ; elle a sa propre logique et se constitue elle aussi, avec les siècles comme une science – très proche des mathématiques dans sa méthodologie. Ce que vous dénoncez, ce sont toutes les formes de mythologies. Que Newton soit fasciné par l'alchimie ou que de grands astrophysiciens aient des convictions religieuses ne contredit en rien ce constat : être théologien ne réclame pas d'être croyant mais de respecter les règles d'un discours qui est de type scientifique. L'histoire, elle aussi, construit d'une part un discours scientifique réfutable, d'autre part des mythologies contestables. Nos successeurs, dans une génération, pourront se retrouver ici pour parler du « roman multiculturel » : chaque génération a tendance à penser qu'elle est « arrivée », qu'elle a découvert une vérité se substituant à ce qui n'était auparavant que

mythologie... Or il m'arrive de relire des manuels d'histoire du début du siècle dernier, publiés avant même ceux de Malet et Isaac, y compris les Lavis, et de constater qu'ils ne sont pas dominés par la seule question de l'identité nationale ou de l'élaboration du roman national. À côté de la construction des nations, ils se préoccupent de la culture européenne, de sa spécificité, de ses manifestations...

**D :** Cela vaut aussi pour l'Allemagne ?

**É.H. :** S'agissant plus spécifiquement de l'historiographie allemande et de ses rapports avec le pouvoir politique et les grands drames du xx<sup>e</sup> siècle, qui sont l'objet de mes propres travaux, il faut d'abord éviter les clichés concernant Ranke<sup>6</sup>. Il est l'un des premiers à avoir établi les règles de la critique des sources historiques. On a certes progressé aujourd'hui dans la diversification de ces sources mais sans remettre en question les principes qu'il avait énoncés. De surcroît son histoire n'est pas nationale : c'est là encore une histoire européenne d'avant les nations. C'est son successeur, Treitschke<sup>7</sup>, qui « nationalise » ses approches historiques, le basculement est là très sensible. C'est alors que se met en place une historiographie prussienne, qui substitue violemment un point de vue « petit-allemand », prussien, au point de vue « grand-allemand », autrichien ; la vision devient téléologique : « Enfin Bismarck vint pour réaliser le destin de l'Allemagne ! ». Et l'on connaît la suite...

Les historiens allemands des années 20 à 30 ont eu beaucoup de mal à déconstruire ce roman national germanique, guerrier, autoritaire, en opposition directe avec l'autre grand

roman, celui, universaliste, de la Révolution française. Cela dit, là où je rejoins, Shlomo Sand, vos réflexions quelque peu désabusées sur le métier d'historien, c'est que, si les historiens en question étaient très conservateurs, la génération suivante a basculé sans hésitation ni murmure dans la nazification et construit, à l'image de ce que voulait le pouvoir, une histoire raciste transnationale. Après 1945, tous ces mythes ont bien sûr été déconstruits et rejetés, mais non sans d'âpres débats liés à la prise de conscience que la reconstruction d'une histoire nationale respectueuse de ce qui s'était réellement passé ne pouvait en aucune manière faire abstraction des méfaits nationaux...

**S.C. :** Ce que vous dites, et qui est passionnant, conduit à se demander pourquoi, en France, cette déconstruction de l'histoire nationale n'a jamais pris corps, en tout cas avec cette intensité. L'École des Annales elle-même n'y a pas véritablement contribué ! Ce n'est que grâce à *La France de Vichy* de Paxton<sup>8</sup> que nous avons commencé à nous poser des questions sur ce qu'avait été véritablement le rôle de l'État français dans la mise en œuvre de la solution finale. Et c'est, paradoxalement, la médiatisation du procès Papon, en principe centré sur la mémoire juive, qui a permis de faire surgir de nouvelles interrogations sur la guerre d'Algérie et les tortures exercées par l'armée française. Par ricochet sont nées des questions sur la colonisation et l'historiographie coloniale. Ce sont là des thématiques dont l'importance est essentielle mais qui n'ont pas entraîné une interrogation sur l'historiographie française dans son ensemble comme empilement de

<sup>6</sup> (1795-1886) Ranke, *Histoire de la papauté pendant les xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles*, Robert Laffont, collection Bouquins, 1986.

<sup>7</sup> (1834-1896).

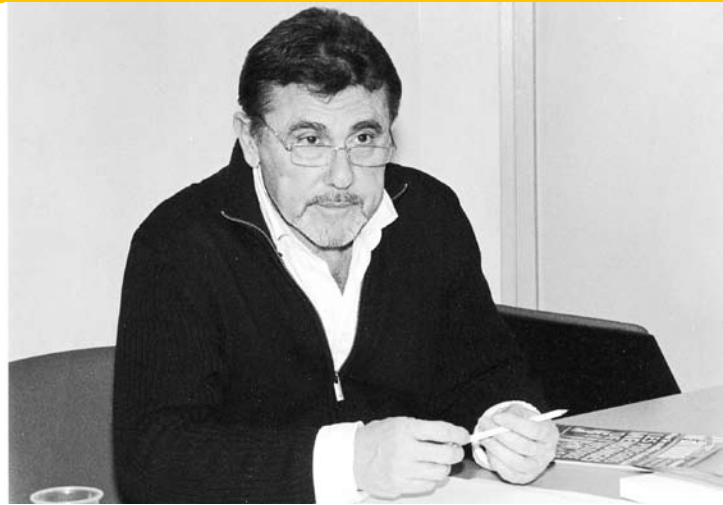
<sup>8</sup> Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, Le Seuil, 1973.

sédiments plongeant dans un passé où la réalité historique de la France n'existait pas en tant que telle. La Nouvelle histoire comme « histoire en miettes »<sup>9</sup> ne s'est pas intéressée à la déconstruction de l'historiographie nationale et nous n'avons jamais eu de positionnement aussi interrogatif que celui que vous venez de décrire pour l'Allemagne.

**S.S.** : Je ne suis pas vraiment surpris de ce que vous dites, Suzanne Citron. L'histoire repose sur les documents du passé. Or que sont ces documents ? Qui les a établis ? Ils proviennent tous des centres de pouvoir du passé ! Qui a créé ces vestiges ? Pas les paysans, mais les pouvoirs politiques, les Églises... Et sans être althusserien, je crois qu'on ne peut pas faire abstraction des appareils idéologiques d'État dans la genèse de l'histoire telle qu'on la raconte. Ainsi, avant la sortie du livre de Paxton en 1975 (soit pas moins de trente ans après la fin de la guerre !), personne n'a pu écrire quoi que ce soit sur Vichy dans votre pays ou a fortiori se faire recruter à l'université ou au CNRS sur ce thème.

### **OMETTRE ET RECONSTRUIRE**

**Joël Roman** : La différence fondamentale entre les trois histoires dont nous parlons – allemande, française et israélienne – est qu'on a affaire soit à une histoire de vaincus soit à une histoire de vainqueurs. La déconstruction de l'histoire en Allemagne a été évidemment fortement conditionnée par le passage de ce pays par le nazisme et par la défaite finale de cette idéologie alors que la victoire française est une sorte de potion permettant de prolonger en survie



artificielle le roman national que vous avez évoqué. La résistance à l'analyse critique de Vichy a été une constante de De Gaulle à Mitterrand : cette période aurait été une simple parenthèse dans l'histoire de la France éternelle et la responsabilité de l'État ne serait pas en cause ! La déconstruction d'un roman national tel que le nôtre résulte en fait d'une double influence : le travail des historiens en est partie prenante (que l'on songe par exemple à la quête d'autres sources que celles, officielles, que vous évoquiez à l'instant, Shlomo Sand) mais interviennent aussi les mouvements sociaux, le retour sur la période coloniale ou encore ce qu'on a appelé les revendications mémorielles : les uns comme les autres interpellent les historiens et les conduisent à renouveler le discours sur notre passé.

**S.C.** : Tout cela ne se fait quand même que par bribes : il n'y a jamais eu de la part des historiens français une remise en cause de la même ampleur que celle qu'on a pu constater outre-Rhin. Vichy et la guerre d'Algérie n'ont peut-être pas tout à fait la

**Shlomo Sand** :  
« On ne peut faire abstraction des appareils idéologiques d'État dans la genèse de l'histoire telle qu'on la raconte »

<sup>9</sup> François Dosse, *L'Histoire en miettes ; des Annales à la Nouvelle histoire*, La Découverte 1987.



**Joël Roman** : « La différence fondamentale entre les trois histoires dont nous parlons est qu'on a affaire soit à une histoire de vaincus soit à une histoire de vainqueurs »

même dimension d'interpellation que le nazisme mais leur occultation n'en est pas moins impressionnante ! L'idée d'une multiplicité possible des mises en ordre du passé selon le questionnement et d'une distanciation critique des grands mythes nationaux, y compris de la Révolution française, n'est pas encore vraiment banalisée. N'est-il pas significatif, par exemple, de constater que les *Lieux de mémoire* de Pierre Nora ne comportent ni la traite ni l'esclavage ?

**É.H.** : Dans l'historiographie allemande, on exclut également, encore de nos jours, une partie de la réalité historique. Les historiens allemands, dans les années quatre-vingt-dix, ont courageusement mis à jour ce que furent les crimes nazis... mais à l'exclusion toutefois des crimes de guerre relatifs aux actions de la Wehrmacht ! On pouvait en effet accepter de reconnaître que les nazis avaient exterminé six millions de Juifs européens mais pas que, pour des raisons d'ordre essentiellement idéologique, l'armée allemande avait massacré, également

par millions, les membres des populations slaves de l'URSS dans le cadre, cette fois, d'une lutte considérée comme légitime contre le bolchevisme... Quant à l'histoire de France, je la trouve pour ma part moins monolithique que vous semblez le dire. Trois histoires au moins, en fait, cohabitent : celle que raconte la République mais aussi, au moins jusque vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, celle qui est propre à l'Église catholique et celle des monarchistes.

**S.C.** : Mais l'histoire républicaine incorpore le mythe d'un Clovis roi de France !

**É.H.** : Certes, mais selon sa façon à elle de raconter l'Ancien Régime ! Les contre-révolutionnaires estiment que ce récit n'a rien à voir avec ce qui s'est réellement passé (qui est pourtant aussi très différent de ce qu'ils racontent eux-mêmes !). Et si, au sein du camp républicain, vous relisez l'histoire de la Révolution de Jaurès, vous trouverez une version elle aussi très différente du récit de Lavisse...

**S.C.** : Oui mais elle n'a pas été reprise par l'École !

**É.H.** : Je veux bien mais beaucoup de militants l'on lue et ont été marqués par elle ! L'historiographie officielle n'est pas tout. En fait, si nous ne supportons plus aujourd'hui ces mythologies nationales, dont nous voyons bien le caractère artificiel, c'est aussi parce qu'il existe à travers toute l'Europe un mouvement d'émancipation vis-à-vis des tutelles, d'aspiration à l'autonomie de jugement des individus qui ne veulent plus se laisser imposer une vérité toute faite. Cela étant, il ne faut pas sous-estimer la puissance des romans nationaux qui sont venus combler un vide identitaire et continuent de jouer ce rôle !

**S.C.** : Comment se posent les questions du vide et du ciment identitaires ? En France, jusqu'à la Révolution française, le ciment identitaire collectif c'est la personne du roi, c'est le sacre. Duby a montré qu'on ne peut parler d'un sentiment « national » à Bouvines. Jeanne d'Arc conduit à Reims celui qui, pour elle, est le « vrai » roi. Et à Valmy, « Vive le Roi ! » devient « Vive la Nation ! »...

**D** : ... et l'on ne dit pas alors « Vive la Révolution ! »...

**S.C.** : Non, et ne peut-on dire dès lors que le roman national persiste ?

## **LA QUÊTE DE VÉRITÉ EN HISTOIRE A-T-ELLE UN SENS ?**

**Philippe Lazar** : Tout ce que vous dites, les uns et les autres, est fort convaincant mais conduit quand même à se demander si l'histoire, largement

dominée par l'idéologie, n'aurait finalement que très marginalement un caractère scientifique. Et que signifierait dès lors la revendication formelle de « Liberté pour l'Histoire »<sup>10</sup> ? Une simple exigence corporatiste ? Ne faut-il pas plutôt l'interpréter comme un appel à une prise de distance vis-à-vis des idéologies ? Et ne serions-nous pas en train de perdre le combat de la rationalité au profit d'une emprise croissante de ce que Shlomo Sand appelait des théologies ?

**S.S.** : Je qualifierais volontiers ma démarche de métahistorique. Un historien n'est pas seulement quelqu'un qui raconte le passé : il essaie aussi de comprendre le fonctionnement idéologique, politique et social de la société contemporaine. Il y a donc une différence majeure dans la façon de penser et d'agir des historiens dans une démocratie libérale et dans un État totalitaire. Il peut certes y avoir de grands historiens travaillant en régime totalitaire : ainsi, sous Staline, il y a eu de grands historiens... du Moyen Âge européen et russe ! Cela dit, pourquoi l'État rémunère-t-il des historiens ? Je ne pourrais pas pour ma part enseigner ma discipline ni faire des recherches si tel n'était pas le cas ! 99 % du financement de l'Histoire est assuré par l'État, ce n'est pas neutre !

**P.L.** : Mais c'est exactement la même chose dans le domaine des sciences en général ! Et cela n'implique nullement une totale subordination des enseignants ou des chercheurs aux directives du pouvoir !

**S.S.** : Je vous l'accorde. Mais « la science » et son développement ne

<sup>10</sup> Le titre de la pétition lancée par de nombreux historiens autour de Pierre Nora.



**Philippe Lazar :**  
« Chacun a le droit de vivre ses passions ! Mais... »

sont pas des entités pures, strictement insensibles à toute pression. Il y a une différence entre chercheur et chercheur, entre historien et historien : certains sont plus sensibles aux dites pressions, d'autres moins ; certains sont dociles, d'autres le sont moins. Mais on ne peut faire complètement abstraction de la pression étatique en faveur du développement de ce que vous avez appelé en France le roman national et dont, en bon anarchiste, je combats pour ma part l'équivalent en Israël ! Et cette pression existe aussi en Europe. En Allemagne par exemple, on n'a parlé du nazisme dans les écoles qu'à partir des années 70 ! Et, plus généralement, quand, à cette époque, un historien comme Nolte<sup>11</sup> analyse la question du nazisme, il le fait dans une perspective comparatiste (par rapport à l'Action française ou au fascisme) et donc avec la volonté évidente d'en relativiser la portée. Il faut en avoir conscience, on ne peut pas complètement échapper à l'idéologie. J'essaie pour ma part de faire preuve de rationalité au sein d'une organisation sociale largement dominée

<sup>11</sup> Ernst Nolte, *Le Fascisme dans son époque*, 3 vol.: *L'Action française, Le Fascisme italien, Le National-socialisme*, Paris, Julliard, 1970. *Fascisme & totalitarisme*, textes rassemblés par Stéphane Courtois, Robert Laffont, collection Bouquins, 2008.

par elle. Mon livre est à l'image de ce compromis : je ne cherche pas à y masquer ma propre sensibilité, un historien ne peut pas être un « pur » scientifique.

**P.L. :** Ce regard lucide vous honore mais ce que vous dites est vrai pour tout scientifique, quelle que soit sa discipline : chacun a le droit de vivre ses passions ! Mais ce qui caractérise la science est, précisément, que les scientifiques admettent de soumettre leurs passions personnelles au jugement critique de leur collectivité, c'est là je crois la source de ce qu'on appelle l'objectivité scientifique et, jusqu'à plus ample informé, je ne vois pas pourquoi ce principe ne pourrait pas s'appliquer à l'histoire...

**S.S. :** Mais l'histoire, c'est beaucoup plus compliqué que la physique ! Et donc nous sommes plus faibles et plus dépendants de la société et des pressions qu'elle peut exercer que ne le sont les physiciens ou les biologistes. Et moi, face à cette réalité dont j'ai pris clairement conscience, face aussi à l'affaissement des subtiles distinctions habituellement faites entre mémoires et histoire (une distinction qui me paraît de plus en plus surfaite), j'accepte d'être à la fois un scientifique et un prêtre d'une nouvelle théologie !

**É.H. :** Je repartirai quant à moi de votre question, Philippe Lazar, sur la scientificité de l'histoire pour dire d'abord qu'il est peut-être plus facile aujourd'hui qu'hier d'être historien, après l'effondrement du marxisme et celui, amorcé, des mythologies nationales. On peut enfin faire de la science ! Ce qui veut dire que s'impose

à mes yeux une exigence absolue de rigueur, même si les outils qu'on utilise dans les sciences humaines et notamment en histoire ne fournissent pas de façon immédiate une telle rigueur. Comme tout homme et notamment tout scientifique, un historien est marqué par son histoire personnelle, par son éducation, mais il est pour moi évident qu'il doit faire effort pour s'en distancier. Il faut aussi se méfier des manipulations de l'État, qui agit sur des bases qui ne sont pas (et n'ont pas de raison d'être) « scientifiques » ! Tout mon travail sur l'historiographie allemande avait précisément pour objet de distinguer le mieux possible ce qui relevait d'une approche scientifique de ce qui était le reflet plus ou moins direct de l'idéologie alors dominante. Je sais que je ne peux complètement éviter d'avoir moi-même des œillères idéologiques mais je m'efforce en permanence de m'en débarrasser !

## **POLITIQUES ET HISTORIENS PEUVENT-ILS DIALOGUER ?**

**D :** Ce que vous dites les uns et les autres pose, de vos divers points de vue, la question des relations entre les politiques et les historiens.

Comment concilier, dans un régime démocratique, la volonté du politique d'imposer ses vues, dans le droit-fil des responsabilités décisionnelles que lui confère le suffrage universel, et la liberté du développement et de l'enseignement de l'histoire ? Comment notamment éviter les conflits dont nous avons pu constater l'âpreté au moment où la question des lois mémorielles est revenue à l'actualité ?<sup>12</sup>

**É.H. :** Mais qui manipule l'autre ? Nous avons affaire à des effets de miroirs ! Songeons par exemple à l'adoption de la loi Gayssot, dont j'ai toujours pensé qu'il n'aurait pas fallu la voter parce qu'il est extrêmement dangereux de faire de la Shoah une « vérité officielle », cela encourage le négationnisme. Si la quasi unanimité des historiens avait, à l'époque de la promulgation de cette loi, témoigné un peu plus de réserve à son sujet, peut-être n'aurait-elle pas vu le jour ! Mais pour de multiples raisons ils n'ont pas osé le faire, pensant notamment que le pouvoir politique et les médias leur en voudraient de leur opposition, et cela pendant que le politique éprouvait lui-même des craintes de retour de flammes de la

<sup>12</sup> Voir *Diasporiques* n°8 (décembre 2009), p. 30-36.

### **Les participants au débat**

**Suzanne Citron** est historienne, son dernier ouvrage paru est *Le Mythe national, l'histoire de France revisitée*, édition actualisée, Éditions de l'Atelier, poche, 2008 ; **Édouard Husson** est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Picardie, il a notamment publié *Une autre Allemagne* (Gallimard, Paris 2005) et *Heydrich et la solution finale* (Perrin, Paris 2008) ; **Shlomo Sand** est historien, professeur à l'université de Tel Aviv, il a notamment publié *Comment le peuple juif fut inventé*, Éd. Fayard, Paris 2008.

Le débat a été conduit et retranscrit par **Joël Roman**, philosophe, et **Philippe Lazar**, co-rédacteur en chef de la revue. Photographies : **Jean-François Lévy**.

part des intellectuels et des mêmes médias s'il n'allait pas jusqu'au bout de son projet !

**S.C.** : Parlant à juste titre de la nécessaire liberté des historiens, il ne faut pas non plus oublier de mentionner la question de la liberté des enseignants et donc des effets du contrôle minutieux par l'État des programmes des matières enseignées...

**É.H.** : Il me semble que l'établissement des programmes ne relève qu'indirectement de l'État : ce sont bien des inspecteurs généraux qui les établissent, et ils sont des historiens eux-mêmes.

**S.C.** : Bien sûr mais tout cela se fait quand même en fin de compte sous contrôle de l'État car c'est lui qui arrête les décisions opérationnelles !

**S.S.** : On peut dire pour résumer tout cela que nous avons affaire à des risques de censure ou, plus subtilement

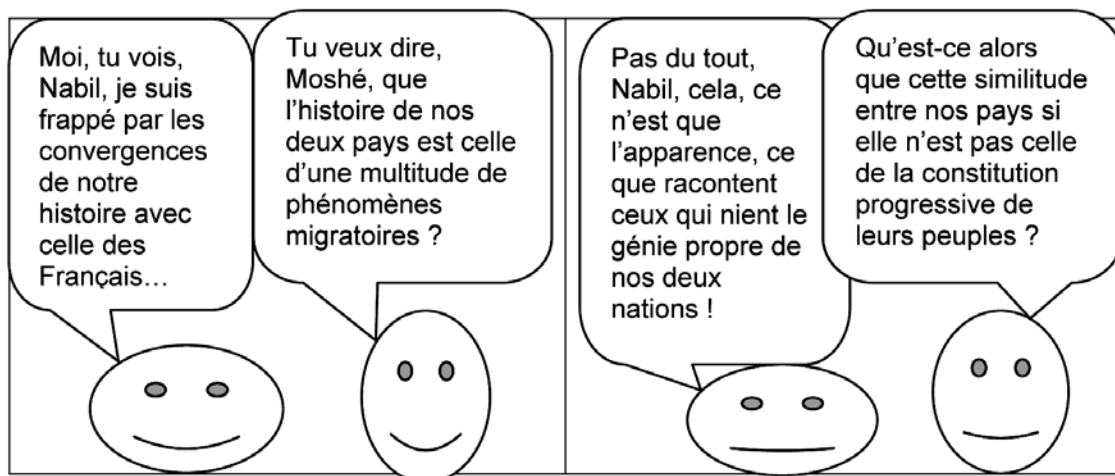
mais de façon plus efficace encore, à une très pernicieuse autocensure !

**P.L.** : C'est en fait le constat des difficultés de dialogue spontané, dans une société démocratique, entre les divers acteurs concernés par une problématique spécifique – en l'occurrence par l'histoire – qui m'ont conduit à faire naguère la suggestion, par analogie avec ce qui s'est passé autour des années 80 dans le domaine médical avec la création du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE), que soit créée une instance nationale consultative de même nature mais dans le domaine de l'éthique en Histoire<sup>13</sup>. Ce CCNEH (Comité consultatif national d'éthique en Histoire) pourrait, je crois, être un authentique générateur de débats publics (comme l'a été un temps et n'aurait dû cesser de l'être) le CCNE.

**J.R.** : Le politique, la démocratie, le débat public, tout ceci ne peut

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 36

### Au Proche-Orient, Nabil et Moshé dialoguent...



manquer de faire penser... à la question aujourd'hui mise officiellement en débat par le pouvoir politique : celle dite de « l'identité nationale ». Il me semble qu'elle a des rapports étroits avec celles que nous avons évoquées tout au long de notre débat, et notamment celle de la place et de l'influence du « roman national » dans la vie publique. Je suis pour ma part stupéfait de l'assourdissant silence des historiens de « Liberté pour l'Histoire » sur une question qui, précisément, en appelle, me semble-t-il, directement à leur discipline.

**S.S.** : Je pense pour ma part que cet arbre de l'identité nationale cache une forêt. Je ne crois pas que ceux qui ont lancé ce débat songent vraiment à préserver avant tout l'identité française (pourquoi toléreraient-ils alors si docilement l'envahissement des médias par les productions américaines ?). Qu'on me permette d'énoncer, avec prudence certes, une thèse alternative. L'antisémitisme a longtemps

servi dans ce pays de ferment de la cohésion nationale mais, quoi qu'on en dise, il a beaucoup perdu de sa virulence et donc de sa fonction mobilisatrice : n'est-il pas temps de se trouver, avec le rejet de l'islam, un autre thème de mobilisation nationaliste ? Et la question de l'identité nationale n'est évidemment pas neutre de ce point de vue !

**É.H.** : La vision de Shlomo Sand est sans doute trop manichéenne. Nous avons surtout affaire, je crois, à un retour de balancier. Après avoir beaucoup critiqué la nation et l'État ou encore l'État-nation, on finit par redécouvrir leurs qualités et leurs capacités d'intervention, comme on l'a bien vu lorsque a éclaté la crise mondiale.

**S.C.** : Oui, mais je ne crois pas avoir entendu, c'est le moins qu'on puisse dire, le président de la République remettre en question, dans ses discours de campagne, le roman national ! ☺

